



**TERRE
D'AVENIR**
AGENDA 21 PLAINE COMMUNE



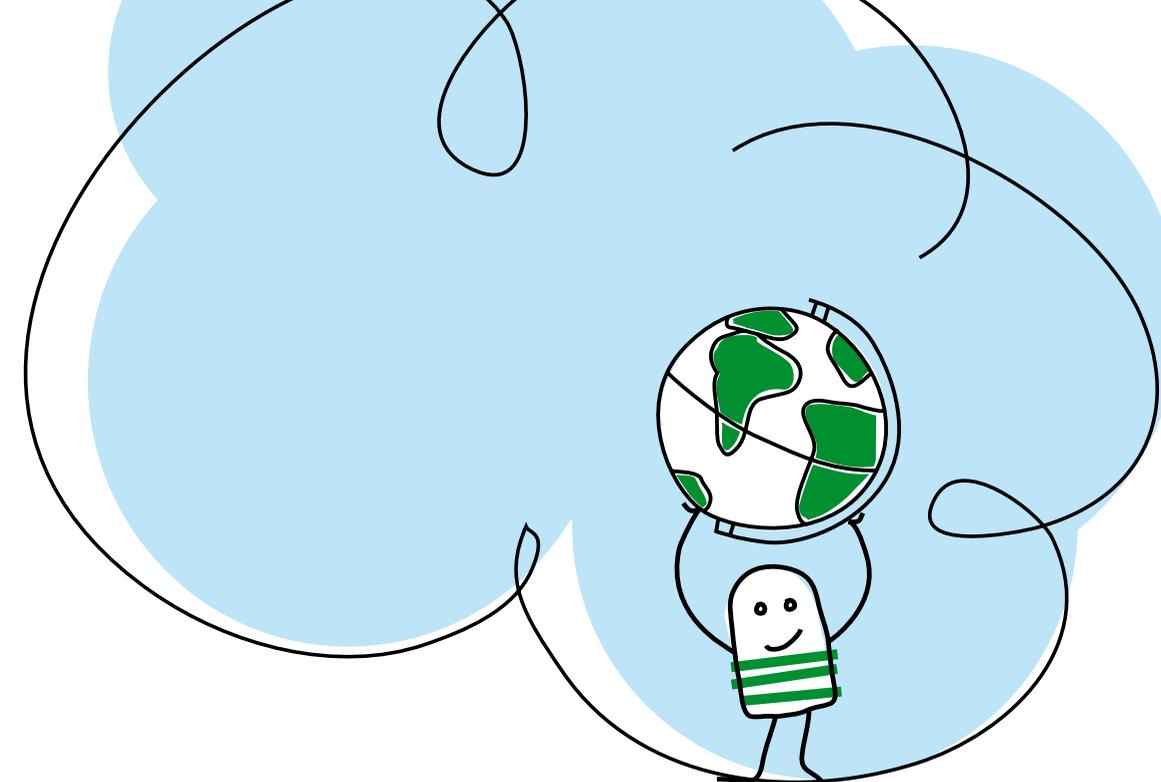
LA PARTICIPATION CITOYENNE AU CŒUR DE LA DÉMARCHE

Synthèse de la concertation • MAI 2010 → MAI 2011



SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....1
UNE CONCERTATION MULTIFORME.....2
UNE VILLE CONVIVIALE ET SOLIDAIRE.....6
Un vivre-ensemble compliqué par les différences et les tensions.....8
Renforcer, faciliter la cohésion sociale.....10
UNE VILLE REQUALIFIÉE.....12
Une ville en perpétuel mouvement.....14
Une aspiration à un cadre de vie plus proche et de qualité16
UNE VILLE APAISÉE.....18
Un cadre de vie souvent inconfortable.....20
Pour une ville plus sereine, plus propre et plus civile22
UNE VILLE ÉDUQUÉE ET EMPLOYEUSE.....24
Une image dégradée, un désajustement entre population et emploi.....26
L'épanouissement de tous au sein du territoire28
UNE VILLE EN TRANSITION.....30
Une vision du territoire en cours d'évolution32
Un futur différent, recentré sur l'intérêt local, l'utilité sociale et environnementale35



Préambule

Désireux de se saisir de l'Agenda 21 pour aller à l'écoute des attentes des acteurs du territoire, les élus se sont donné pour objectif, pour alimenter le diagnostic de l'Agenda 21, de toucher 1% des habitants et usagers du territoire de Plaine Commune.

C'est dans cet objectif que des outils variés ont été mobilisés : enquêtes, forums, groupes de travail, ateliers, blog... ont été pour Plaine Commune une occasion inédite de se mettre à l'écoute des différents acteurs du territoire.

Les outils de cette concertation ont été élaborés et mis en œuvre par Plaine Commune et le groupement 4D+ en collaboration étroite avec les huit villes de l'agglomération, mais aussi d'autres partenaires tels que Anne Jegou, chercheuse en géographie à La Sorbonne-Paris 1, des étudiants de l'université Paris Descartes, etc.

Habitants, salariés, chefs d'entreprise, syndicats, simples usagers, ce sont près de 7 000 personnes qui ont ainsi été interrogées ou ont pris la parole, oralement ou par écrit, entre mai 2010 et mai 2011. Elles ont exprimé leur perception du territoire, leurs besoins immédiats, leurs attentes pour aujourd'hui et pour demain...

Qu'elles en soient ici remerciées.

UNE CONCERTATION MULTIFORME

LES FORUMS « TERRE D'AVENIR »

Instance participative spécifique de l'Agenda 21 communautaire, le Forum « Terre d'avenir » rassemble des acteurs et habitants du territoire désireux de s'y investir.

Deux Forums « Terre d'avenir » ont été organisés le 9 novembre 2010 et le 1^{er} mars 2011. Le premier avait pour objectif de présenter la démarche d'Agenda 21 et son état d'avancement, et de faire travailler les habitants, en ateliers participatifs, à l'établissement d'un état des lieux partagé (Forum Diagnostic). Le second a permis de valider la synthèse de la concertation et de débattre sur la stratégie à long terme de Plaine Commune (Forum Prospective).



LES ATELIERS AGENDA 21 COMMUNAUX

Organisés dans sept des huit villes de Plaine Commune, les ateliers Agenda 21 communaux permettent aux habitants participants de faire entendre leur point de vue.

Une première série d'ateliers communaux a réuni, au total, environ 250 personnes. Elles se sont exprimées sur le cadre de vie, le logement, l'emploi, la mobilité, l'offre en matière d'éducation, de culture, de loisirs, de commerce... Un second « round » d'ateliers communaux est en cours, permettant aux habitants de partager les diagnostics communautaire et communal, de débattre des priorités et formuler des pistes d'actions.

LES RENCONTRES « ENTREPRISES ET AGENDA 21, RELEVONS LE DÉFI DU XXI^E SIÈCLE » ET LES GROUPES THÉMATIQUES

Plaine Commune, en partenariat avec Plaine Commune Promotion et avec l'État (Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie), a souhaité inviter les entreprises à s'investir dans la démarche Agenda 21 du territoire.

Organisée le 28 octobre 2010, la première rencontre avait pour objectifs de présenter la démarche Agenda 21, de favoriser l'échange d'expériences et d'identifier des thèmes de travail à explorer.

Quatre groupes ont travaillé sur l'éco-construction, l'économie endogène, la valorisation des déchets, et la responsabilité sociale et territoriale des entreprises. Ils ont pu discuter des principaux axes d'une stratégie de développement économique durable, identifier les logiques à privilégier et formuler les pistes pouvant déboucher sur des propositions d'actions pour l'Agenda 21 communautaire.

La deuxième rencontre, qui s'est tenue le 29 mars 2011, a permis de restituer et de discuter collectivement la quarantaine de propositions issues des quatre groupes. À ce jour, 180 personnes ont participé à cette dynamique.

LES RENCONTRES « SYNDICATS ET AGENDA 21 »

Plaine Commune a souhaité débattre avec les unions départementales et locales, les syndicats de salariés, de l'avenir du territoire en lien avec les enjeux globaux de développement durable.

Le première rencontre, en février 2011, avait pour but d'échanger sur les enjeux de l'évolution du territoire de la communauté d'agglomération et de débattre des priorités des salariés. D'autres rendez-vous seront organisés sur les enjeux jugés prioritaires par les syndicats.

À NOTER : si les groupes ou les populations qui se sont exprimés au cours de cette concertation ne constituent pas des échantillons représentatifs des habitants et usagers du territoire, l'ensemble des personnes touchées est suffisamment important en nombre, mais également varié et dispersé sur l'agglomération pour nourrir une vision du territoire et de ses enjeux qui prend bien en compte les perceptions de la diversité de ses habitants et de ses usagers.

UNE CONCERTATION MULTIFORME

LES TROIS ENQUÊTES PAR QUESTIONNAIRE

Trois enquêtes ont été menées dans le cadre de la concertation Agenda 21 :

→ Enquête « C'est où le bonheur ? », réalisée par Plaine Commune et menée en partenariat avec les huit villes : sur les 350 000 habitants du territoire, 1 200 ont répondu, avec une part importante d'habitants de La Courneuve (460 réponses) et d'Aubervilliers (400 réponses). L'enquête a été conduite entre juin et novembre 2010 dans une volonté de dégager les préoccupations des habitants sur leur territoire et son avenir.

→ Enquête « Capacité des populations à aller vers le développement durable », menée par Anne Jegou, chercheuse à La Sorbonne-Paris 1 : 1 460 personnes (résidents, salariés ou simples usagers) enquêtées dans 22 sites sur le territoire entre le mois de mai et la première quinzaine de juin 2010.

→ Enquête « Salariés », réalisée par Plaine Commune : 1 400 salariés (La Plaine Saint-Denis et Marques Avenue essentiellement) ont répondu au questionnaire entre le 15 octobre et le 30 décembre 2010.

Par ailleurs, certaines villes ont élaboré des questionnaires particuliers : un questionnaire auprès des membres d'une coopérative bio ou des usagers de la Maison de l'emploi à L'Île-Saint-Denis, un questionnaire habitants à Épinay.

LA RENCONTRE DES ASSOCIATIONS « ENTENDRE LA VOIX DES POPULATIONS DANS LEUR DIVERSITÉ »

En avril 2011, se tenait une rencontre spécifique avec les associations de Plaine Commune travaillant plus particulièrement avec les publics en difficulté, les publics immigrés, les jeunes ou les femmes.

Avec 20 personnes représentant des structures très variées, ce groupe de travail, qui a abordé des thèmes aussi variés que la culture, l'insertion, la défense des intérêts..., a permis de valider certains aspects du diagnostic, mais surtout de relever des besoins et des attentes spécifiques de ces populations vis-à-vis de leur territoire de vie. Le groupe doit à nouveau se réunir en 2012 pour échanger sur les orientations de l'Agenda 21 et discuter des propositions opérationnelles.

LE BLOG « TERRE D'AVENIR »

En partenariat avec le Bondy Blog, Plaine Commune a animé pendant quatre mois (de septembre à décembre 2010) un blog invitant les internautes à s'exprimer.

Au total 65 articles ont été publiés, suscitant plus de 450 commentaires sur divers sujets : l'environnement, le vélo, la garde à vue, les fêtes de Noël, la réussite scolaire, l'université, l'immigration, la nature, la beauté ou la laideur du cadre de vie, l'attachement au territoire ou l'envie d'en partir...

LES « FOCUS GROUPS »

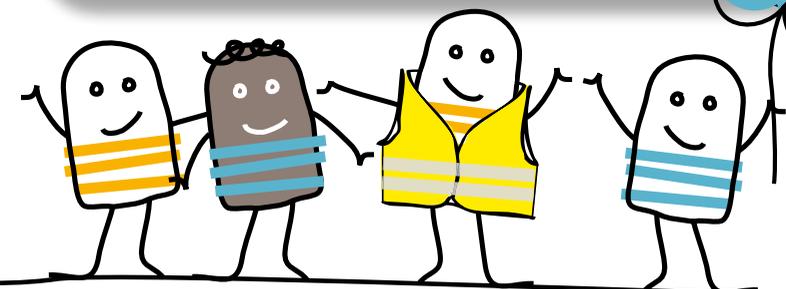
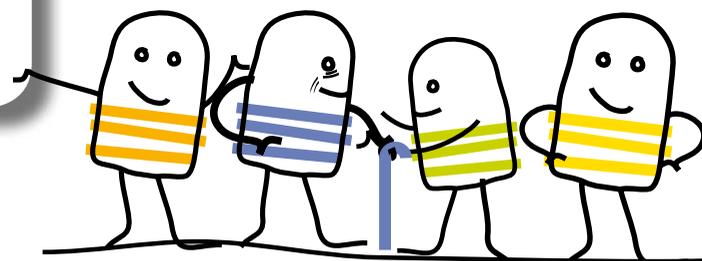
Plaine Commune et les huit villes ont souhaité organiser des échanges avec le public jeune pour connaître ses pratiques dans la ville, ses perceptions et ses envies.

Quatre thèmes ont été retenus parmi les nombreux sujets pouvant être traités dans le cadre du développement durable : déplacements, nature en ville, vivre ensemble, école et métiers. Ainsi, entre septembre 2010 et avril 2011, 17 « focus groups » ont été organisés dans les centres de loisirs (8-13 ans) de Saint-Denis, L'Île-Saint-Denis et Pierrefitte, le collège Sisley de L'Île-Saint-Denis et au lycée Utrillo de Stains.

LES 5 VILLES SOUHAITÉES

Le croisement des résultats de tous ces dispositifs de concertation a fait émerger 5 images de la ville souhaitable ou désirable, dont chacune reflète un aspect des projections et des envies des habitants, entreprises et usagers du territoire. Sous chaque image, la synthèse qui suit s'est attachée à restituer les constats et les attentes des personnes interrogées, avec le double souci de la fidélité aux opinions les plus massivement exprimées, et des nuances, des ambivalences et des contradictions émanant de la diversité des représentations.

- UNE VILLE CONVIVIALE ET SOLIDAIRE
- UNE VILLE REQUALIFIÉE
- UNE VILLE APAISÉE
- UNE VILLE ÉDUQUÉE ET EMPLOYEUSE
- UNE VILLE EN TRANSITION





UNE VILLE CONVIVIALE ET SOLIDAIRE

Les habitants voudraient « une ville équitable et solidaire », où soit mieux reconnue et défendue la dignité humaine, une ville généreuse et accueillante qui sache petit à petit fédérer et harmoniser des communautés, des générations, des populations aux modes de vie différents.



LES CONSTATS

UN VIVRE-ENSEMBLE COMPLIQUÉ PAR LES DIFFÉRENCES ET LES TENSIONS

Un territoire stigmatisé

En tout premier lieu, nombreux sont les habitants qui ressentent fortement la stigmatisation dont leur territoire fait l'objet, et la vivent comme d'autant plus injuste qu'elle semble difficile à faire reconnaître autour d'eux : « [Quand on parle de discrimination], les gens ne nous croient pas, nous autres banlieusards, arabes ou noirs¹. » Pour des raisons multiples et sans doute différentes, habitants et salariés considèrent ainsi l'image du territoire comme étant un point négatif. Les habitants souhaitent faire évoluer cette perception : « Il faut changer, combattre les préjugés². »

Un territoire où se concentrent la pauvreté, la précarité, l'exclusion sociale

Se concentre sur le territoire une proportion importante de personnes en situation de précarité : « C'est la misère, je veux partir, il n'y a rien à faire ici³. » En dépit des nombreuses actions engagées sur le volet social, une partie importante de la population est touchée par la pauvreté. « L'accent n'est pas suffisamment mis sur la dimension sociale, sur ceux qui souffrent, sur les personnes précaires⁴. » Les habitants craignent un accroissement des inégalités sociales et aspirent à une plus grande homogénéisation des niveaux de vie. Cette précarisation touche en premier lieu les familles monoparentales et notamment les femmes : « Il faut aider

les femmes seules avec leurs enfants⁵ », les jeunes, les retraités et les personnes issues de l'immigration. Ne maîtrisant pas toujours le français, les populations issues de l'immigration ont plus de difficulté à intégrer le tissu social et le marché du travail : « Certaines personnes qui ne maîtrisent pas le français, notamment chez les parents d'élèves, sont exclues⁶. » La situation des Roms est également préoccupante : « Ils vivent dans des conditions déplorables⁷. »

Financièrement, ces populations se trouvent souvent en grande difficulté. Elles doivent restreindre par exemple leur consommation de chauffage l'hiver, souvent élevée en raison de l'ancienneté du parc de logement. Comme en témoigne un habitant : « C'est soit notre santé, soit notre porte-monnaie⁸ », « les logements sont trop énergivores, ce n'est plus possible de payer les charges⁹. »

Les problèmes de santé physique et psychologique sont reliés aux conditions dans lesquelles vivent les populations. « Compte tenu de l'humidité des logements, notre santé s'en trouve affectée¹⁰. » Certaines couches de la population éprouvent de grandes difficultés à accéder à un logement décent : « Il n'y a pas assez de logement, ils sont trop chers, beaucoup sont insalubres, certains indignes¹¹. » Une proportion importante a la sensation de ne pas être véritablement entendue par les bailleurs, de ne pas pouvoir dialoguer avec eux : « Dans le collectif, les bailleurs sont indifférents : ce sont les locataires qui payent. »

La société multiculturelle : un bel idéal pas toujours facile à vivre au quotidien

La diversité ethnique et culturelle est perçue par la population comme un idéal noble mais difficile à vivre dans un espace où se côtoient au quotidien 134 nationalités différentes. « Vivre avec les autres, des fois c'est bien, des fois, non¹². » Une grande majorité des habitants interrogés (62,5%)¹³ considère la diversité ethnique et culturelle comme étant un point fort, et à valoriser, du territoire. Les compétences, les savoir-faire, les histoires, les modes de vie des habitants sont pluriels et variés, constituant une grande richesse à exploiter.

De fortes tensions se font jour néanmoins dès lors qu'on parle du vivre-ensemble. Sur le blog « Terre d'Avenir » de Plaine Commune, les témoignages touchant l'homophobie, le racisme ou les difficultés d'intégration suscitent des commentaires vifs, souvent agressifs. Ces points de vue extrêmes témoignent ainsi d'une difficulté à accepter et à supporter les différences au quotidien, d'une certaine incompréhension et d'une certaine intolérance, d'un certain repli communautaire ou identitaire. Celui-ci déclare ainsi : « Je n'éprouve pas de haine contre les homos mais simplement une incompréhension, un dégoût viscéral¹⁴. » Cet autre remarque : « On observe une sorte de corporatisme entre les milieux, une absence de lien social, une peur de l'ouverture aux autres : par réflexe, on se rapproche de ceux qu'on connaît¹⁵. » « Ce repli communautaire, ça m'étouffe¹⁶. » Certains habitants attribuent des problèmes spécifiques du territoire aux questions culturelles (la propreté par exemple), en se positionnant parfois dans une posture compréhensive et constructive face à la différence, parfois dans une posture plus accusatrice et xénophobe.

Des relations intergénérationnelles parfois tendues

Des incompréhensions et des tensions se font également sentir entre les générations : « On ne communique pas assez avec les jeunes¹⁷. » Les relations entre adolescents et adultes sont identifiées par une grande partie des habitants comme un point de tension, et les jeunes sont souvent pointés du doigt comme un problème : « Ce sont les ados qui salissent et agressent les gens¹⁸. » L'impulsion d'une réflexion sur les relations intergénérationnelles est suggérée pour changer le regard, créer de nouveaux liens, et peut-être de nouvelles solidarités.



© D.R.

Une relation inexistant entre actifs non résidents et habitants

On constate, d'une part, un décalage fort entre les résidents de longue date, ancrés dans le territoire, et, d'autre part, les salariés ainsi que les résidents récents dont le lien au territoire apparaît plus distendu. Les actifs non résidents ne souhaitent majoritairement pas s'impliquer dans la vie locale, affichant un comportement plus « consommateur » à l'égard du territoire. En témoignent ces quelques chiffres : 37% des salariés enquêtés méconnaissent l'offre sportive et culturelle, quelle que soit leur date d'arrivée à Plaine Commune¹⁹. Ils ont un niveau d'étude plus élevé, sont plus jeunes. Par ailleurs, les nouveaux résidents sont souvent plus précaires et moins enracinés sur le territoire. L'instabilité résidentielle de ces arrivants est forte.

Les habitants de longue date sont au contraire très attachés à leur quartier, sont disposés à participer à la dynamique locale, souhaitent améliorer leur territoire, en faire un espace de vie plus chaleureux et sympathique à vivre.

Salariés non résidents, nouveaux arrivants, habitants de longue date cohabitent ainsi sur le territoire sans se croiser, sans se connaître, au risque de voir l'individualisme et le « chacun pour soi » grandir encore parmi la population.

¹ Blog Terre d'Avenir, commentaire / ² Verbatim enquête Anne Jegou, « Capacité des populations à aller vers le développement durable », homme, 20 ans, Aubervilliers / ³ Verbatim enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », homme, 48 ans, Saint-Denis / ⁴ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ⁵ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ⁶ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ⁷ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ⁸ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ⁹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁰ Groupe associations / ¹¹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010.

¹² Focus groupe centre de loisirs, Saint-Denis / ¹³ Enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ¹⁴ Blog Terre d'Avenir, commentaire / ¹⁵ Forum Terre d'Avenir, le 9 novembre 2010 / ¹⁶ Blog Terre d'Avenir, commentaire / ¹⁷ Forum Terre d'Avenir, le 9 novembre 2010 / ¹⁸ Verbatim enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », femme, 41 ans, Villetaneuse / ¹⁹ Enquête « salariés ».



LES ATTENTES

RENFORCER, FACILITER LA COHÉSION SOCIALE

Pouvoir s'impliquer dans sa ville autour de valeurs partagées

Les habitants du territoire sont plutôt attachés à leur quartier, à leur lieu de vie : 36,7% des habitants enquêtés disent s'imaginer vivre dans dix ans dans leur ville et 62,5% aiment leur quartier²⁰. Cependant, le ressenti n'est pas forcément le même d'une génération à l'autre, « les jeunes veulent partir, c'est un souci générationnel²¹. »

Les habitants accordent une haute importance aux valeurs de convivialité, de solidarité, d'entraide et de partage. Ils ne veulent pas vivre les uns à côté des autres, mais souhaitent entretenir de véritables liens sociaux ; ils demandent aussi une évolution des mentalités vers une plus grande égalité femme/homme : « Je souhaite améliorer la situation de ma ville pour tous les gens²² », « nous voulons des gens plus solidaires, plus soudés, pas du chacun pour soi²³. » Beaucoup se disent prêts à donner du temps aux autres. Lorsqu'ils se projettent dans l'avenir, 58,4% des habitants interrogés considèrent que pour réussir dans la vie, les enfants devraient apprendre à « coopérer avec les autres²⁴. »

Les habitants souhaitent s'investir collectivement dans les projets concernant leur bien-être ; nombreux sont ceux qui se disent prêts à s'investir dans l'Agenda 21²⁵. Ils veulent donner leur avis, participer à la réflexion autour de l'amélioration de la qualité de vie. « Il faut faire avec les gens, il faut aller les solliciter²⁶. » Globalement, la population considère que les démarches de concertation dans les quartiers s'affaiblissent, voire qu'elles tombent un peu en déshérence parce qu'y participent souvent les mêmes personnes et qu'une partie de la population est totalement absente de ces espaces de dialogue. Les habitants souhaitent donc donner

un nouveau souffle à ces instances délibératives : « Nous souhaitons des réunions publiques conviviales, encourager l'échange²⁷. » Les habitants désirent enfin acquérir plus d'autonomie tout en étant accompagnés dans la réalisation de leurs initiatives : « Il faut donner aux habitants un budget pour mettre en œuvre leurs projets, des actions simples²⁸ » ; « il faut mettre en place des moyens institutionnels pour porter les idées des habitants et valoriser les compétences locales²⁹. »

La culture et la vie associative comme vecteurs de lien social

Les activités culturelles, sportives, la vie associative et les centres de loisirs sont identifiés très majoritairement comme des points forts par les habitants. En revanche, les salariés méconnaissent l'offre sportive et culturelle. Les habitants semblent plutôt satisfaits de l'offre sportive proposée. Ils n'ont pourtant pas la perception que cette offre soit réfléchie d'une manière rationnelle et articulée entre les différents quartiers et villes. Ce constat les amène à proposer la réalisation d'un diagnostic de l'offre de loisirs, à confronter avec le recensement des besoins et attentes de la population. L'offre de loisirs est majoritairement tournée vers les habitants de Plaine Commune, 82,7% des salariés interrogés ne pratiquant aucune activité sportive au sein ou à proximité de leur entreprise.

L'offre culturelle est riche et diversifiée – « Il y en a pour tous les goûts³⁰ » –, de bonne qualité, mais apparaît comme inégalement répartie sur le territoire. Le volet culturel représente un enjeu fort du territoire : « Tout peut passer par la culture³¹. » Actuellement, « on manque d'un lien culturel³². »

La culture peut représenter un outil de cohésion sociale en enrichissant les individus des différences, des spécificités de chaque culture. Les jeunes et les enfants méconnaissent souvent leur territoire. En « faisant connaître la ville et son histoire », la culture peut également constituer un moyen de mettre en valeur ses spécificités, permettre de se l'approprier : « C'est particulièrement important pour les jeunes de connaître son territoire, de pouvoir le valoriser, le respecter³³. » Pour encourager les talents locaux, est proposée la réalisation d'un répertoire des artistes implantés sur Plaine Commune.

Le tissu associatif apparaît très riche, en témoigne la nébuleuse d'associations présentes à Plaine Commune. Les initiatives des habitants sont nombreuses et couvrent des domaines divers. Des mouvements sociaux émergent également de ces initiatives qui font vivre l'échange et le débat entre les acteurs. La population, percevant utilement la vie associative, souhaite l'encourager, notamment par

« NOUS VOULONS DES GENS PLUS SOLIDAIRES, PLUS SOUDÉS, PAS DE CHACUN POUR SOI. »

un soutien financier et un accompagnement. On déplore un manque de suivi et de coordination plus global entre les actions : « Il faut renforcer les démarches d'éducation populaire, "l'aller vers" : pour changer de comportement, il faut partir du bas, des gens, des vrais problèmes pour les mobiliser³⁴ », « les associations manquent de matériel³⁵. »

La communication semble toutefois faire défaut : « On manque d'information sur les initiatives existantes. » Selon les habitants, la diffusion de l'information sur la vie culturelle, associative et les activités sportives devrait faire l'objet d'une communication mieux coordonnée. Par ailleurs, celle-ci n'est pas toujours adaptée aux habitants. Issus de l'immigration, certains publics ne maîtrisent pas pleinement la langue française et ont un accès plus limité ou plus compliqué aux supports écrits. Pour améliorer la lisibilité des initiatives et événements du territoire, est proposée une publication culturelle et associative de Plaine Commune.

Des lieux de rencontre et de convivialité pour animer la vie locale

Sur ce territoire, mosaïque d'origines et d'identités, les habitants expliquent notamment le climat de défiance par l'absence de lieux de convivialités, ouverts et accessibles à tous. Il apparaît comme essentiel, pour « favoriser la solidarité », de créer de nouveaux espaces de vie où se fréquentent et se rencontrent des populations d'âges différents, issues de milieux différents : « Il y a peu de mixité, il manque des lieux de rencontre³⁶. » Plaine Commune est un espace de passage. Afin de favoriser un accueil plus chaleureux pour les nouveaux arrivants, certains habitants proposent d'améliorer la communication sur les structures et les actions d'intégration existantes, d'organiser des événements de bienvenue.

Des partenariats entre acteurs, organisations du territoire et des pays étrangers

Les acteurs souhaiteraient voir se renforcer la dynamique de réseau, de dialogue, que ce soit entre associations, bailleurs, institutions, habitants... « Les entreprises et les associations se connaissent mal, alors qu'elles pourraient mettre en place des projets ensemble³⁷. » Ils proposent l'organisation d'une rencontre associations/entreprises, ou encore le développement du mécénat. Le développement des solidarités et partenariats avec l'étranger constitue un véritable enjeu sur un territoire comme celui de Plaine Commune. « La Mauritanie, le Mali, le Sénégal... Nous devons les aider face à leurs problèmes d'accès à l'eau, d'éducation³⁸. » Les associations souhaitent s'engager à soutenir les projets de coopération décentralisée par un engagement financier ou un apport d'expertise.

Des jardins ouvriers, des jardins partagés, pour vivre plus harmonieusement

La culture populaire et plutôt ouvrière de Plaine Commune va de pair avec le fort attachement des habitants au jardinage de proximité, aux jardins ouvriers et partagés qui ont historiquement peuplé le territoire. Les habitants souhaitent conserver, développer et valoriser cette richesse. « Il faut les valoriser pour (...) créer des espaces partagés³⁹. » Certains réclament de négocier avec les bailleurs sociaux la création de jardins potagers en pied d'immeubles, d'autres veulent encourager l'éducation au jardinage.

²⁰ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ²¹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²² Verbatim enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », homme, 56 ans, Saint-Denis / ²³ Verbatim enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », femme, 43 ans, Aubervilliers / ²⁴ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ²⁵ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ²⁶ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ²⁷ Verbatim enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », femme, 51 ans, Aubervilliers / ²⁸ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ²⁹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ³⁰ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ³¹ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010.

³² Atelier communal Agenda 21, La Courneuve, novembre 2010. / ³³ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ³⁴ Atelier Agenda 21 communal, L'Île-Saint-Denis, octobre 2010 / ³⁵ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ³⁶ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ³⁷ Groupe de travail « entendre la voix des populations dans leur diversité » / ³⁸ Groupe de travail « entendre la voix des populations dans leur diversité » / ³⁹ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010.

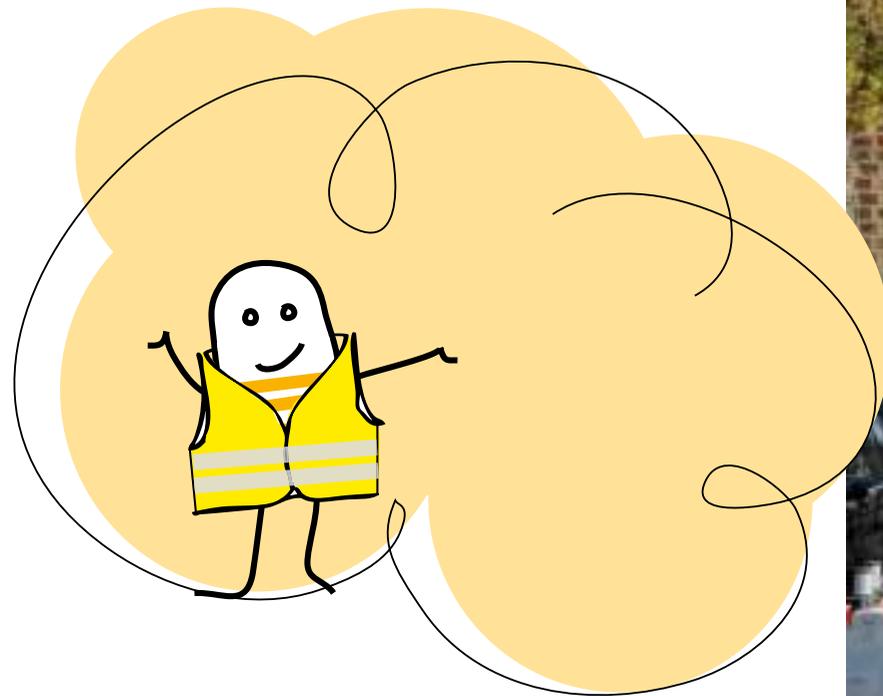


Dans une vision idéalisée de la ville, les habitants de Plaine Commune et les salariés qui se sont exprimés lors de cette concertation rêvent d'une ville plus agréable à vivre et plus proche au quotidien. Une ville belle qui propose des espaces de qualité aux citoyens, une ville qui concentre les services, les commerces, les loisirs, l'école, et qui permette de passer rapidement d'une activité à l'autre.



UNE VILLE REQUALIFIÉE

→ Une ville requalifiée



LES CONSTATS

UNE VILLE EN PERPÉTUEL MOUVEMENT

Une ville en chantier, pour le pire et le meilleur

Les habitants témoignent d'une préoccupation importante liée à leur cadre de vie. Ils voient la ville changer et aimeraient que se poursuivent les politiques de réaménagement, avec plus de commerces, d'espaces verts, plus de dynamisme dans les quartiers... Malgré un fort attachement au territoire, les habitants dénoncent

« LES TROTTOIRS SONT ABÎMÉS, LES PARKINGS ANARCHIQUES. »

encore une certaine anarchie dans l'organisation de la ville : « *La ville n'est pas belle, les trottoirs sont abîmés, les parkings anarchiques*¹. »

Les habitants souhaiteraient donc « rendre la ville et les quartiers agréables à vivre² ». Habitants comme salariés sont partagés sur les évolutions et transformations qu'a connues le territoire ces cinq dernières années. Du fait de l'ambitieuse démarche de rénovation urbaine mise en place sur le territoire, les travaux se multiplient... Les habitants sont parfois fatigués de vivre sur un territoire en chantier, sans voir de fin à cette dynamique. Ils subissent d'importantes nuisances sonores et olfactives, les chantiers entravent leur mobilité dans la ville et affectent fortement la qualité de vie.

Un parc de logement de mauvaise qualité

Les logements actuels sont souvent vétustes, avec des façades et des intérieurs de mauvaise qualité, parfois insalubres. Cette mauvaise qualité de l'habitat nuit à l'image du territoire et n'offre pas un bon niveau de qualité de vie pour ses habitants. Même si la majorité des habitants enquêtés disent se sentir bien dans leur logement³, la requalification de l'habitat apparaît à leurs yeux comme un des enjeux forts de qualité urbaine et de qualité de vie.

Des commerces de proximité en nombre insuffisant

Les habitants soulignent « *le manque de commerces dans les quartiers excentrés*⁴ », mais également « *l'implantation de grands centres commerciaux et la disparition parallèle des petits commerces de proximité*⁵ ». 81% des salariés interrogés⁶ et 58%⁷ des habitants enquêtés déplorent le manque de commerces de proximité. Ce constat s'explique notamment par une forte concentration de ménages à revenus modestes sur le territoire, qui n'ont pas toujours les moyens financiers de s'approvisionner chez les commerçants de proximité, dont les prix sont souvent plus élevés. Les habitants de Plaine Commune se rendent cependant souvent au marché (de Saint-Denis principalement). 69,5%⁸ des habitants enquêtés disent y aller : « *Les gens achètent le frais en magasins ou au marché, font les grandes courses au supermarché*⁹. »



© W. Vainqueur

Un territoire plutôt bien relié à la métropole, où les liaisons interquartiers et intervilles restent problématiques

Globalement, habitants et salariés relèvent une relative bonne desserte du territoire en transports en commun, mais pointent un défaut important de régularité, de ponctualité, de fréquence et une surfréquentation. 66%¹⁰ des salariés interrogés utilisent les transports en commun (quand 33% viennent en voiture) et 63%¹¹ des habitants enquêtés considèrent ces derniers comme un point fort. 58,5% des salariés déclarent ne pas être satisfaits des modes de transport qu'ils utilisent. Alors que la liaison avec Paris est satisfaisante, les liaisons interbanlieues, interquartiers, intervilles sont difficiles. Les habitants déplorent une desserte nocturne insuffisante au regard de leurs besoins. L'insuffisance du réseau de transports en commun interquartiers est peu compensée par l'utilisation de modes doux pour effectuer ce type de trajet, pour des raisons d'inconfort. Certains habitants estiment la tarification des transports en commun trop coûteuse, en particulier pour ceux qui habitent en zone 4 du réseau RATP : « *Le nord de Stains est situé en zone 4*¹². »

Des espaces verts insuffisamment valorisés

Tout en ayant conscience de bénéficier d'une surface « verte » relativement importante compte tenu de la proximité de Plaine Commune avec Paris, les habitants disent ne pas bénéficier suffisamment d'espaces verts de proximité dans la ville, d'espaces de nature dont ils puissent jouir au quotidien : « *Le parc de La Courneuve est un atout formidable mais il est trop éloigné, les enfants ne peuvent pas juste y passer se dégourdir les jambes après l'école*...¹³ »

« LE PARC DE LA COURNEUVE EST UN ATOUT FORMIDABLE MAIS IL EST TROP ÉLOIGNÉ. »



© SEM Plaine Commune Développement

¹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ² Ibid. / ³ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ⁴ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ⁵ Forum Terre d'Avenir « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ⁶ Enquête salariés / ⁷ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ⁸ Enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ⁹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010.

¹⁰ Enquête salariés / ¹¹ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ¹² Forum Terre d'Avenir « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ¹³ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010.

LES ATTENTES

UNE ASPIRATION À UN CADRE DE VIE PLUS PROCHE ET DE QUALITÉ



Des commerces proches des espaces de vie et des lieux de travail

Pour permettre le développement d'une véritable vie de quartier et redonner à la ville l'ensemble de ses fonctions urbaines et sociales au-delà de la seule vocation résidentielle et des grands pôles d'emploi ou de commerce, la ville de demain devrait proposer des commerces de proximité offrant des produits

« IL FAUT ACCUEILLIR DES PETITS COMMERCES DE QUALITÉ. »

de saison et une grande amplitude horaire adaptée aux besoins des habitants : « *Il faut accueillir des petits commerces de qualité*¹⁴. » Selon un groupe d'habitants de Stains, « *Il faudrait favoriser la reprise des commerces par les habitants* ». Les habitants souhaitent également soutenir le développement des marchés, « *lieux d'échange et de convivialité*¹⁵ », qui proposent des prix relativement accessibles (et tout particulièrement le marché de Saint-Denis).

Une autre façon de penser les transports collectifs

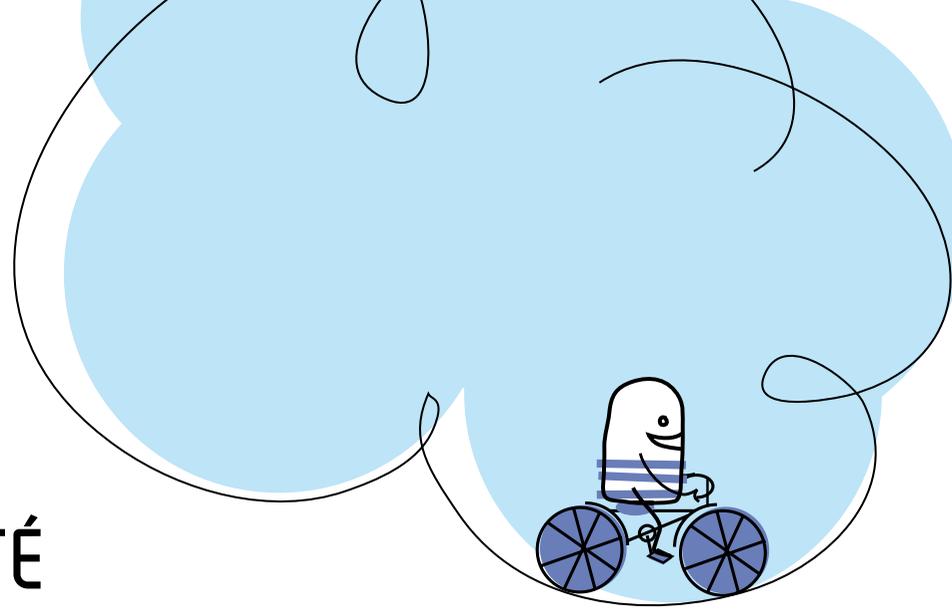
La question de la mobilité des acteurs du territoire doit être rattachée à la réflexion sur le développement urbain et articulée aux schémas directeurs régionaux. Les habitants aspirent à davantage d'intermodalité dans les transports en commun pour faciliter les connexions entre les différents types de transport, « *des transports en commun plus reliés entre eux*¹⁶ ». Dans cette optique,

les potentialités du réseau fluvial pourraient largement être exploitées : « *Une navette allant d'Épinay à La Villette, reliant La Plaine à trois lignes : la 13, la 12 et la 2*¹⁷. » Les systèmes de covoiturage, de taxi collectif, les pédibus sont des initiatives que les habitants souhaitent également voir se développer à une plus large échelle.

Selon eux, des plans de déplacements domicile/travail enrichiraient un schéma directeur des transports adapté aux besoins du territoire. Il faut réfléchir à des moyens d'améliorer la desserte nocturne.

Par ailleurs, selon certains, une réflexion sur la tarification s'impose pour faciliter la mobilité pour tous : « *Il faut instaurer une tarification unique et moins chère dans la ville*¹⁸. »

Changer les façons de penser la circulation passe également par des actions de sensibilisation auprès de la population. Certains proposent d'ailleurs d'organiser une journée sans voiture pour marquer les esprits et sensibiliser les automobilistes à la possibilité et à l'intérêt de se déplacer autrement.



Les modes de transports doux, un aménagement à penser, une proximité à développer

Nombreux sont ceux qui souhaitent que la priorité soit mise sur les modes de déplacements doux, notamment dans l'optique de diminuer la place de la voiture dans la ville. Un réseau complet et cohérent de ces modes de circulation est souhaité : « *Réfléchir les carrefours, aménager les pistes cyclables et les trottoirs, pratiquer le bornage en faveur des cycles*¹⁹ », « *rendre les trottoirs plus accessibles pour tous*²⁰ ». Des aménagements adaptés doivent être conçus, notamment au niveau des berges de la Seine et des portes de Paris, espaces naturels à valoriser. Le développement des modes doux devrait contribuer à limiter la densification des flux automobiles.

Le faible succès des modes doux, en particulier du vélo (en décroissance notable par rapport aux traditions d'après-guerre), dépend également de la distance à parcourir quotidiennement pour se rendre sur son lieu de travail. Une ville aux fonctions mixtes est pour cela nécessaire, avec des emplois localisés sur le territoire pour ses habitants : « *Il n'y pas beaucoup d'emplois à Épinay : peu d'habitants travaillent à Épinay*²¹. » Pour encourager le choix du vélo, certains proposent de « *sensibiliser la population à l'usage des deux-roues*²² », d'autres suggèrent que les collectivités donnent l'exemple : on souhaite « *l'exemplarité des villes et de l'agglomération sur la mobilité des employés : tous à vélo*²³ ».

Une amélioration du cadre de vie à poursuivre

Concernant l'offre de logement, la rénovation et la réhabilitation du bâti doivent se poursuivre pour faire bénéficier les habitants, à terme, d'un parc de logement de qualité, sain, bien isolé et agréable à vivre. Les habitants aspirent à une offre plus diversifiée (offre locative, sociale, accession à la propriété) facilitant un parcours résidentiel plus fluide et permettant de passer du logement locatif à celui de propriétaire, et une plus grande mixité d'usages (locaux d'entreprises, logements de particuliers, commerces...).

Une présence renforcée de la nature en ville

Enfin, les habitants comme les salariés se projettent dans une ville où la nature serait plus présente, avec des toitures et des façades végétalisées, des jardins au pied des habitations, des arbres fruitiers dans les espaces publics : « *On a besoin de plus d'espaces verts et de jardins*²⁴. » Ils rêvent d'une ville où les espaces naturels seraient plus facilement accessibles. Certains espaces mériteraient d'être réaménagés, comme les berges de Seine ou encore les nombreuses friches de Plaine Commune, réservoirs d'une biodiversité très riche.



¹⁴ Atelier communal Agenda 21, L'Île Saint-Denis, octobre 2010 / ¹⁵ Forum Terre d'Avenir « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ¹⁶ Forum Terre d'Avenir, 9 novembre 2010 / ¹⁷ Forum Terre d'Avenir, 9 novembre 2010 / ¹⁸ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010.

¹⁹ Forum Terre d'Avenir, 9 novembre 2010 / ²⁰ Forum Terre d'Avenir, 9 novembre 2010 / ²¹ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ²² Forum 21 communautaire, 9 novembre 2010 / ²³ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁴ Atelier Agenda 21 communal, L'Île Saint-Denis, septembre 2010



UNE VILLE APAISÉE

Les habitants et usagers du territoire rêvent d'une ville apaisée : dans les relations qu'entretiennent les populations entre elles et dans les relations avec leur cadre de vie, qu'elles voudraient moins minéral, plus ouvert à la nature et plus propice aux modes de transport doux. Les valeurs de respect, de tranquillité seraient au cœur de cette «ville apaisée», notamment grâce un cadre urbain renouvelé, propice à la détente et au développement de liens sociaux, et grâce à l'éducation civique de tous les habitants.

LES CONSTATS

UN CADRE DE VIE SOUVENT INCONFORTABLE

Un rapport déséquilibré entre minéralité et urbain

Les habitants nous disent qu'il n'y a pas suffisamment de nature en ville : pas assez d'espaces verts de proximité, de fleurs, de nature sauvage aux coins des rues. La nature en ville est un point faible pour environ 70% des salariés², des habitants et des usagers du territoire³.

Il existe bien des espaces de qualité, mais ils ne sont pas assez nombreux et pas toujours accessibles. La nature en ville, ce sont aussi les jardins familiaux que les habitants apprécient et souhaitent voir protégés, ou plus développés : « *Il y a trop peu de zones urbaines cultivées et de jardinage de proximité*⁴. » Des initiatives existent, mais elles sont limitées par le manque d'espace foncier adapté à ce type d'occupation du sol⁵.

« IL Y A UN SENTIMENT D'ÉTOUFFEMENT ICI, AVEC LE REPLI COMMUNAUTAIRE ET LA PRÉSENCE DU BÉTON PARTOUT DANS LA VILLE. »

La densité bâtie est oppressante : « *Les espaces verts nous semblent fragiles, vulnérables, à la merci des projets de construction*⁶. » En bref, cette densité détermine une « *ville à l'ambiance trop minérale*⁷. »

Une propreté défaillante, facteur d'insécurité

La propreté de certains espaces publics est jugée insuffisante : l'hygiène et la propreté sont considérées comme un point faible du territoire par 59% des salariés⁸, et par 76% des habitants interrogés⁹. L'analyse montre par ailleurs que le nombre de salariés dénonçant le manque d'hygiène et de propreté augmente avec le

nombre d'années travaillées sur le territoire, comme par un effet d'exaspération au fil du temps. Certains espaces délaissés suscitent le débat lors d'un atelier communal : il existe des « *espaces qui ne sont pas nettoyés ou pas entretenus, dont on ne connaît pas le propriétaire et qui nuisent à l'image du quartier concerné et de la ville*¹⁰. » Les habitants interrogés soulignent d'un côté un manque de respect des habitants envers leur environnement, de l'autre un manque de corbeilles publiques. Les commerçants sont pointés comme ayant leur part de responsabilité : « *La ville manque de propreté, même les commerçants ne la respectent pas, améliorons l'entretien*¹¹. »

La qualité du cadre de vie, notamment de son entretien, participe du sentiment de sécurité ou d'insécurité : le manque de respect, les incivilités qui détériorent les espaces publics sont symboliquement associés aux incivilités, voire aux violences contre les personnes.

Un climat tendu

La question du climat social est une des problématiques centrales pour les habitants, usagers, et salariés du territoire de Plaine Commune.

Majoritairement, les personnes interrogées se sentent plutôt en sécurité, mais le sentiment d'insécurité devient plus important en soirée et durant la nuit puisque 57,5% des personnes interrogées ont déclaré ne pas se sentir en sécurité au-delà d'une certaine heure¹². Cette différence se retrouve également chez les salariés¹³. Vis-à-vis du sentiment d'insécurité, il existe une différence marquée entre les sexes,



© D.R.

les femmes se sentant plus facilement en situation d'insécurité que les hommes. « *Il y a une augmentation de la tension à la fois entre les personnes, et entre les institutions et les personnes*¹⁴. » « *Les berges, les quais du canal se transforment bien, mais l'on a peur de s'y promener seul*¹⁵. » « *Les jeunes font trop de bêtises parce qu'ils n'ont pas de travail... Ils ont la haine*¹⁶. » Les habitants décrivent une « *dégradation des relations de voisinage*¹⁷ ». Selon l'enquête « La capacité des

« IL Y A DE TOUTE FAÇON UN PROBLÈME DE MANQUE DE RESPECT ET D'INCIVILITÉ. »

populations à aller vers le développement durable », 20% des habitants mettent au premier plan la question de la sécurité comme étant leur inquiétude prioritaire. Le blog a mis également en exergue les problèmes de racisme : ainsi, un article sur le racisme a suscité 157 commentaires. Sont également signalés et dénoncés des comportements discriminants face à l'homosexualité, et un problème de respect de l'autre en général.

On évoque sa peur, un sentiment d'insécurité fréquent, également lié, aux dires de nombreux contributeurs, à une certaine stigmatisation des jeunes par les forces de l'ordre. Une partie de la population se défie ainsi de la police : « *L'insécurité, les incivilités tendent à s'aggraver, mais peut-on faire confiance à la police ?*¹⁸ », tandis que d'autres réclament au contraire une présence affirmée des forces de l'ordre.

Climat tendu, dégradation du cadre de vie : une question de civisme ?

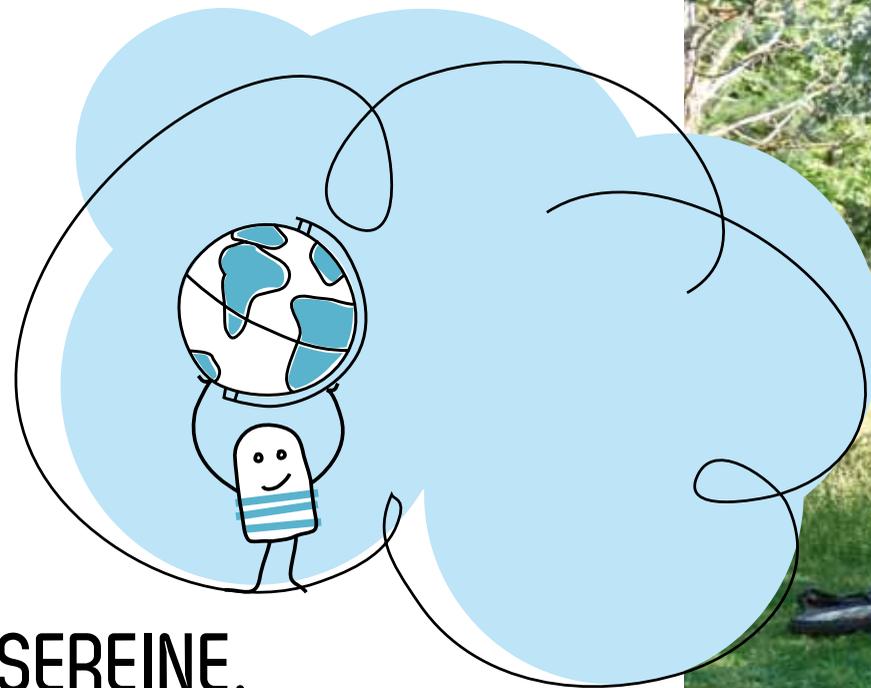
Pour beaucoup, la source principale des problèmes de propreté et de sécurité, qui sont une nuisance pour les habitants, vient de la population elle-même : « *Il y a de toute façon un problème de manque de respect et d'incivilité. Les poubelles n'ont de "valeur" que si les gens apprennent à s'en servir* », « *les gens jettent tout dans la rue, sans respecter les jours de collecte, malgré la présence d'une déchetterie*¹⁹. » Solidarité, convivialité, respect : c'est la seconde priorité identifiée par l'enquête sur « La capacité des populations à aller vers le développement durable ».

Une insécurité routière dissuasive pour les déplacements doux

La concertation révèle que les habitants jugent les conditions peu propices à la pratique des déplacements doux dans l'agglomération : les espaces et les aménagements sont souvent inappropriés, et la sécurité des personnes ou des matériels mal assurée dans l'espace public : « *La ville n'est pas propice au vélo* », « *il manque d'espaces pour garer les vélos*²⁰. » « *En vélo, c'est difficile et dangereux. Il n'y a pas d'itinéraires.* » Et l'on dénonce aussi « *l'absence de sécurité sur les passages piétons et sur les trottoirs à cause des véhicules qui les empruntent ou viennent s'y garer*²¹ ».

¹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ² Enquête salariés / ³ Enquête Anne Jegou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ⁴ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ⁵ Groupe de travail « économie endogène » / ⁶ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ⁷ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ⁸ Enquête salariés / ⁹ Enquête « C'est où le Bonheur ? » / ¹⁰ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ¹¹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010.

¹² Enquête « C'est où le bonheur ? » / ¹³ Groupe « Entreprises et Agenda 21 », économie endogène / ¹⁴ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ¹⁵ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁶ Groupe associations / ¹⁷ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ¹⁸ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁰ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ²¹ Forum 21 communautaire, 9 novembre 2010.



LES ATTENTES

POUR UNE VILLE PLUS SEREINE, PLUS PROPRE ET PLUS CIVILE



© G. Menico

Une ville propre

La propreté est la première priorité identifiée par les usagers du territoire devant la solidarité, la convivialité et le respect, mais également devant la sécurité²². À cet égard, 48% des usagers interrogés se disent prêts à exécuter certains travaux pour la collectivité (entretien, ménage, jardinage)²³. Si un certain nombre de propositions relève de la répression (comme le fait de « sanctionner » le jet de déchets dans l'espace public), les propositions portent plutôt sur l'éducation et la sensibilisation des populations, y compris des commerçants qui doivent être sensibilisés au respect de l'espace public.

Une ville sereine

La problématique de l'insécurité revêt plusieurs aspects : sentiment de sécurité dans l'espace public, dans les transports en commun et dans les déplacements doux.

Lors de la première édition du Forum 21 communautaire, les citoyens ont émis le souhait que la problématique de la sécurité soit abordée à travers différentes dimensions : l'urbanisme, le dialogue entre communautés, l'éducation.

Les objectifs évoqués à travers les différents outils de concertation sont les suivants : régler les problèmes de violence, d'agression, d'incivilité, de vandalisme ; développer la présence de la police et faire en sorte de régler le problème de défiance vis-à-vis de celle-ci ; alléger le climat de tension ; faire reculer le racisme. On demande un accompagnement des victimes d'agression.

Et la sérénité passerait en premier lieu par davantage de respect. En effet, si certaines propositions relèvent de l'urbanisme (adapter l'éclairage public), la plupart relèvent de la prévention : on suggère par exemple, de « développer la médiation sociale et les emplois d'agents de sécurité dans les HLM, un bénéfice pour l'emploi, la sécurité, le lien social²⁴ », comme pour la propreté.

Une ville de respect : des espaces publics comme des personnes

Responsabilisation, sensibilisation, éducation sont les maîtres mots. Les habitants pensent qu'une réaffirmation, un renouvellement des valeurs collectives sont nécessaires à la réduction de l'insécurité et des incivilités. La sensibilisation concerne une diversité de sujets : solidarité, convivialité, respect, éducation, entraide, partage, propreté. Il faudrait notamment toucher les jeunes : « Ce sont les jeunes qui éduquent leurs parents²⁵. » Certaines remarques s'adressent en particulier aux délinquants : il faudrait « responsabiliser les casseurs par l'éducation civique, les travaux d'intérêt général, des amendes²⁶ ».

Le travail sur le respect, le civisme et sur les règles communes, réclamé à l'occasion du Forum 21 communautaire du 9 novembre, peut prendre forme sous les propositions suivantes : « S'approprier le territoire pour mieux le respecter : communication et mise en valeur du territoire²⁷ », ou « renforcer les démarches d'éducation populaire, "l'aller vers"²⁸ ».

La civilité paraît également nécessaire dans les transports pour préserver la sécurité et le confort de tous sur la voie publique.

Une ville favorable aux déplacements doux sécurisés

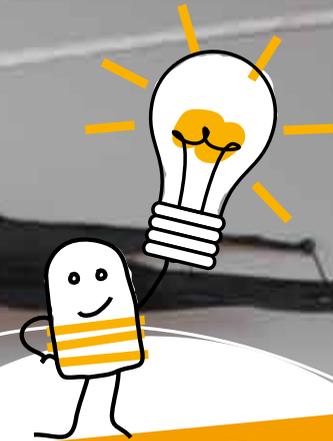
L'inconfort de la voirie, l'absence de voies cyclables et la circulation automobile trop dense décourage l'usage des modes « actifs » que sont le vélo et la marche. L'aménagement doit systématiquement penser les besoins des handicapés. Les habitants souhaitent une ville maillée d'« itinéraires de circulation douce avec des voies cyclables », qui puisse garantir la sécurité et l'agrément de tous²⁹ ; une ville qui donne « la priorité à ces circulations par rapport à l'automobile ». Les biens matériels doivent être protégés des dégradations et vols. Pour cela, des parkings gardés pour vélos sont envisagés (on réclame « des lieux sûrs pour garer son vélo³⁰ »).

Une ville mieux équilibrée entre espaces bâtis et espaces naturels

Le cadre de vie doit être plus beau, moins gris : des murs peints ou des toits végétalisés³¹ pourraient y contribuer, des jardins partagés en pied d'immeuble³², le remplacement de parkings par des espaces verts³³. Mais pour que la nature en ville soit viable, il faut aussi qu'elle soit respectée. C'est pourquoi certains demandent pour cela de sensibiliser, de « former à l'écologie³⁴ ».

²² Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ²³ Ibid. / ²⁴ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010.

²⁵ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁶ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ²⁷ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁸ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ²⁹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ³⁰ Forum 21 communautaire « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ³¹ Ateliers communaux Épinay, Aubervilliers, Saint-Denis / ³² Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ³³ Atelier Agenda 21 communal, L'Île-Saint-Denis, septembre 2010 / ³⁴ op. cit.



UNE VILLE ÉDUQUÉE ET EMPLOYEUSE

Les habitants veulent une ville pourvoyeuse d'emplois, qui mise sur la proximité, sur la valorisation des compétences et des savoir-faire locaux, et sur le potentiel d'emplois existant. Se sentant trop souvent oubliés par le développement économique local, ils demandent que l'offre de formation s'adapte davantage aux besoins économiques qui sont les leurs en termes d'insertion professionnelle, ainsi qu'au développement possible des filières d'avenir sur le territoire. Pour remédier au décrochage scolaire, ils souhaitent voir organiser des activités éducatives et de loisirs adaptées aux difficultés et aux envies des jeunes. Quant aux entreprises, tous les acteurs sont unanimes à considérer qu'elles ont un rôle essentiel à jouer pour valoriser l'emploi local, développer de meilleures relations entre salariés et habitants du territoire, montrer l'exemple dans le changement de pratiques qu'implique l'écologie urbaine.

LES CONSTATS

UNE IMAGE DÉGRADÉE, UN DÉSAJUSTEMENT ENTRE POPULATION ET EMPLOI

Des conditions peu favorables à la réussite scolaire

Échec scolaire, absentéisme, violence à l'école, défaut de moyens et d'effectifs d'enseignants, corps d'enseignants instable, élitisme scolaire...

Les parents s'inquiètent pour le devenir de leurs enfants, en particulier lorsqu'ils entrent au collège.

Il y existe un important « décrochage scolaire qui relève de la responsabilité des parents et de l'Institution¹ », et la stratégie précoce de contournement de l'enseignement public par les classes moyennes rend impossible une véritable mixité dans les établissements, ce qui met en difficulté le secteur public. « Du CM2 à la 6^e, il ne reste plus que 82% des élèves dans le public². » « Beaucoup de gens veulent quitter la ville à cause des problèmes au collège³. »

Et les inégalités se creusent entre les établissements, entre



les communes, avec Paris et l'ouest francilien enfin. Concernant le lycée, est relevé notamment « le manque de deux lycées dans le département...⁴ ». Ou bien : « Entre un lycée qui peine à avoir de bonnes statistiques au bac et un autre pour lequel cela n'a jamais été le problème, le choix est vite fait car chacun voit dans le second établissement l'assurance d'éviter l'échec à ses enfants⁵. » Pour l'école et les dispositifs d'accueil sur un territoire marqué par des difficultés sociales et des difficultés de comportement parmi les jeunes, il est dit : « On manque d'animations et d'éducateurs⁶ », ou encore : « Il y a un manque de professionnalisme chez certains éducateurs et un manque de personnel et de remplaçants des enseignants absents dans les écoles⁷. »

Globalement, les personnes interrogées déplorent « un manque d'écoles, de moyens et d'encadrement [face à des besoins criants et] face à l'augmentation du nombre d'enfants à scolariser⁸. » Par ailleurs, elles se plaignent du système de recrutement de l'Éducation nationale qui conduit à affecter les enseignants les moins expérimentés dans des secteurs aussi difficiles, système entraînant une très forte rotation du personnel enseignant, préjudiciable à la stabilité de l'encadrement pédagogique. Malgré tout, les enfants continuent de croire en l'idéal d'une éducation « libératrice » qui permettrait à chacun de construire sa vie selon ses propres choix. En parlant de l'école, un enfant remarque : « C'est important pour plus tard. Bien apprendre, sinon on est dans la rue. Il faut continuer ses études pour avoir un bon métier⁹. »



© S. Chambert

L'emploi local et la formation des populations sont déconnectés

Les formations ne sont pas toujours en adéquation avec les besoins des entreprises ni avec les nouveaux besoins induits par la prise en compte des enjeux du développement durable. Il y a un « fossé entre les jeunes et le monde du travail¹⁰ », du fait de leur manque de formation, des représentations, préventions ou discriminations qu'ils rencontrent. Résultat, « de nombreux jeunes diplômés ne trouvent pas de travail¹¹ ». Il y a pourtant une richesse des savoir-faire des populations, mais ils ne sont pas ou trop peu mobilisés au sein d'activités à valeur marchande (ou sociale et culturelle via des associations par exemple). Certains regrettent qu'« on ne valorise pas les compétences des habitants : cuisine, couture, artisanat, services à la personne...¹² », et la Maison de l'initiative économique locale (Miel) exprime la « difficulté à accompagner des projets originaux qui mettraient en valeur ces savoir-faire, des projets qui s'avèrent bien moins nombreux que ceux correspondant à une activité économique classique¹³ ». Le problème de la langue est souvent cité comme frein à l'insertion professionnelle : « La barrière linguistique est importante, beaucoup maîtrisent mal le français, parlent mal l'anglais¹⁴. »

Un développement économique qui bénéficie peu à l'emploi local

Malgré la forte progression de l'emploi sur le territoire, le taux de chômage des habitants reste nettement supérieur à celui observé chez les usagers du territoire (13,6% contre 7% pour les non-résidents¹⁵) : « Le problème, c'est l'emploi¹⁶. » Les habitants, les salariés, sont inquiets face à la précarité

persistante d'une certaine catégorie de la population malgré les politiques volontaristes mises en œuvre. Les femmes, les jeunes et les personnes issues des minorités visibles sont les plus concernées. Pendant le Forum 21 communautaire du 1^{er} mars, a été soulignée la difficulté des entreprises à accepter en formation et en emploi les étudiants de la Seine-Saint-Denis. Ainsi, « beaucoup de jeunes sont recalés simplement parce que la ville a une mauvaise image¹⁷ ». La question de l'image du territoire est récurrente : pour 65 % des habitants interrogés, l'image du territoire est un point faible¹⁸.

¹ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ² Forum 21 communautaire « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ³ Atelier Agenda 21 communal, L'île-Saint-Denis, septembre 2010 / ⁴ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ⁵ Blog Terre d'Avenir / ⁶ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ⁷ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ⁸ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ⁹ Focus Group, centre de loisirs, L'île-Saint-Denis.

¹⁰ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ¹¹ Atelier Agenda 21 communal, L'île-Saint-Denis, octobre 2010 / ¹² Atelier Agenda 21 communal, L'île-Saint-Denis, septembre 2010 / ¹³ Groupe de travail « économie endogène » / ¹⁴ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁵ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ¹⁶ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ¹⁷ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁸ Enquête « C'est où le bonheur ? ».

LES ATTENTES

L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS AU SEIN DU TERRITOIRE

Plus de moyens pour garantir l'accès de tous à une éducation de qualité

Cette « ville d'éducation » doit permettre à la fois de proposer aux enseignants des formations adaptées aux populations du territoire, de renforcer la mixité sociale dans les écoles, d'éveiller la curiosité et de stimuler l'envie d'apprendre (« *Il faut susciter la curiosité des élèves en proposant davantage de sorties scolaires*¹⁹»), d'améliorer les échanges entre les différents acteurs : écoles, associations, ville, jeunes, également entre l'école et les familles.

C'est aussi une ville qui se dote de moyens pour développer le soutien scolaire, pour accompagner les familles dans leur rôle éducatif, pour conseiller les jeunes et les aider à s'orienter, pour changer l'image des collèges et pour construire des écoles et des lycées.

« *Il faut renforcer la mixité sociale dans les écoles, développer le soutien scolaire auprès des enfants, proposer aux enseignants des formations adaptées aux populations du territoire*²⁰ », « *il faut développer l'aide aux devoirs*²¹ ».



© D.R.

Contre la rupture éducative, pour l'offre d'activités périscolaire et de loisirs

Pour aider les jeunes à s'épanouir, mais surtout éviter le décrochage scolaire et la rupture éducative entre les jeunes et le monde des adultes en général, les habitants suggèrent de développer les activités éducatives et de loisirs à leur bénéfice. Ils proposent par exemple d'« *élaborer des projets périscolaires : tournois universitaires ou tournois entre collèges*²² », ou de « *réaliser des diagnostics de l'offre de loisirs en interviewant les associations [et les jeunes] pour voir si l'offre et la demande correspondent*²³ ».

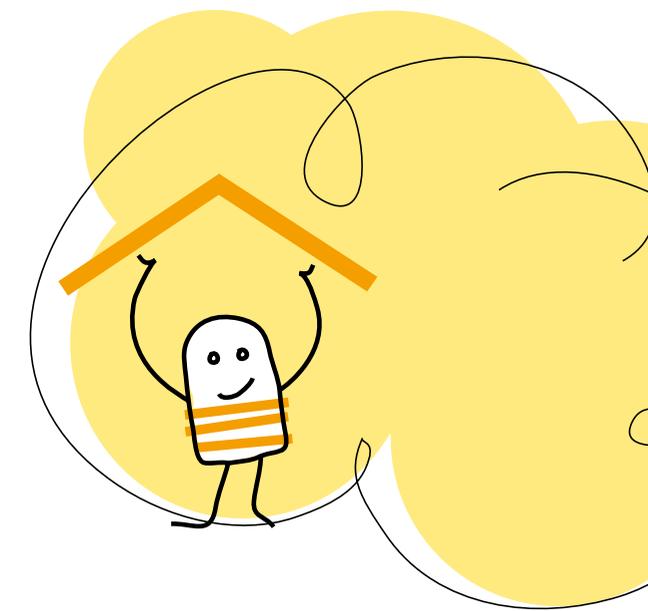
L'adaptation de la formation aux besoins du territoire

Cette « ville de l'emploi » devra s'attacher à réduire le fossé entre les jeunes et le monde du travail par des formations, du conseil, de l'accompagnement : telle l'aide à la rédaction de CV et à la préparation aux entretiens d'embauche. Un jeune homme de 21 ans le résume ainsi : « *Aidez les jeunes créateurs, soutenez les jeunes entreprises*²⁴. » « *Il y a trop de misère sociale. Il faut plus d'actions en faveur de l'insertion des jeunes et de l'éducation*²⁵. »

Un développement économique et l'emploi local au service des habitants

Un des enjeux de la ville de demain est le développement d'emplois locaux, la valorisation des compétences et l'adéquation entre emplois offerts, actifs et compétences locales. Il faut « *du travail pour les gens*²⁶ ». Cette ville de l'emploi devrait miser sur la proximité : les réseaux locaux, la création de bassins d'activité spécialisés, les circuits courts. La proximité, c'est aussi le travail au sein de son immeuble, la création d'ateliers municipaux d'artisanat d'art, la promotion des compétences des habitants (par exemple en aidant à « *transformer les activités informelles en activités pérennes*²⁷ »), le « *soutien aux initiatives des habitants*²⁸ ». C'est encore la multiplication des microcrédits pour les ménages en difficulté. « *Pour que le développement économique profite davantage à l'emploi local, c'est l'accompagnement qu'il faudrait développer : le service juridique aux personnes, l'offre de formation linguistique*²⁹. » Certains demandent une communication plus large des organismes et des dispositifs existants de soutien à l'emploi³⁰. Nombreux sont ceux qui voudraient « *donner la priorité aux chômeurs de la ville*³¹ ». Enfin le territoire doit aussi pouvoir accueillir les personnes en situation de handicap et leur faciliter l'accès à un emploi local : ce serait alors un territoire véritablement au service de l'ensemble de ses habitants.

Les entreprises et les collectivités ont, en tant qu'employeurs, leur rôle à jouer dans cette ville de demain. Les habitants suggèrent qu'elles s'enracinent sur le territoire en favorisant l'emploi local (« *À compétences égales, on pourrait favoriser l'embauche de personnes vivant dans le 93 pour réduire les déplacements et jouer un rôle dans l'économie locale*³² »), en formant des stagiaires du territoire, ou encore en développant les relations du salarié avec son lieu de travail : une employée propose « *la mise en place d'une vraie carte "salariés" émanant de l'entreprise et négociée avec les enseignes locales pour leur permettre de bénéficier d'avantages commerciaux sur l'ensemble du territoire*³³ ». Enfin, cette « ville de l'emploi » doit poursuivre les politiques engagées : renforcer l'attractivité du territoire pour attirer les entreprises, favoriser le dialogue entre entreprises, organismes de formation, demandeurs d'emploi.



Le bien-être des salariés dans l'entreprise et sur le territoire

Pour favoriser l'ancrage des entreprises et des salariés, les entreprises du territoire doivent renforcer une approche durable des ressources humaines. Il faut faciliter le dialogue social et les relations de confiance entre patrons et salariés, lutter contre les discriminations et les préjugés dans les entreprises, améliorer les conditions de travail, pratiquer la parité à tous les niveaux de décision, faire toute leur place aux seniors et aux personnes handicapées. Une personne suggère « *des actions solidaires de développement durable : l'activité d'équipe pourrait renforcer la cohésion en entreprise*³⁴ ». Enfin, les entreprises sont

« FAVORISER L'EMBAUCHE DE PERSONNES VIVANT DANS LE 93 POUR RÉDUIRE LES DÉPLACEMENTS ET JOUER UN RÔLE DANS L'ÉCONOMIE LOCALE. »

appelées à s'engager à améliorer l'environnement de travail des salariés en proposant notamment des lieux de détente : « *J'apprécierais que l'entreprise pense aussi aux salariés en place et propose des infrastructures ou des activités sportives*³⁵. »

Symétriquement, les collectivités sont interpellées afin de rendre le territoire attractif pour ceux qui n'en sont qu'usagers. En la matière leur action devrait d'abord porter sur la sécurité pour faciliter la mobilité des salariés sur ce territoire, leur permettre de « *fréquenter davantage le quartier où ils travaillent, de s'ouvrir sur la rue et les gens plutôt que se replier sur soi*³⁶ ». Elles sont également appelées à améliorer les déplacements et à contribuer à améliorer les services aux salariés : « *Des jardins, lieux de rencontres et d'échanges, permettraient aux travailleurs d'apprendre à cultiver la terre.* »

¹⁹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁰ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ²¹ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ²² Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ²³ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁴ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ²⁵ Ibid.

²⁶ Ibid. / ²⁷ Forum 21 communautaire « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ²⁸ Forum 21 communautaire « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ²⁹ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ³⁰ Groupe associations / ³¹ Atelier Agenda 21 communal, L'Île-Saint-Denis, septembre 2010 / ³² Ibid. / ³³ Enquête salariés / ³⁴ Enquête salariés / ³⁵ Ibid. / ³⁶ Ibid.



UNE VILLE EN TRANSITION

CAPABLE D'ADOPTER DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS AU REGARD DES DÉFIS PLANÉTAIRES

Les habitants témoignent d'un attachement particulier à leur quartier... Au-delà des difficultés vécues, ils restent porteurs d'un certain idéal, d'une « utopie urbaine ». Ils plébiscitent l'éducation à l'environnement et au développement durable, la pédagogie citoyenne. Ils demandent que soit exploitée une autre économie fondée sur la valorisation des ressources humaines et naturelles locales, l'économie sociale et solidaire, les circuits courts de production et de consommation, la relance de l'agriculture périurbaine.

LES CONSTATS

UNE VISION DU TERRITOIRE EN COURS D'ÉVOLUTION

En dépit des difficultés vécues, des habitants porteurs d'une « utopie urbaine »

On l'a vu, la ville, le quartier, bénéficient d'un attachement particulier exprimé par les habitants. À côté, les salariés-usagers s'y impliquent faiblement. Mais au-delà des difficultés vécues, de l'attachement relatif au territoire d'agglomération et des phénomènes importants de rotation de population et de migrations, près des deux tiers des habitants enquêtés¹ considèrent la diversité ethnique et culturelle comme un point fort de leur territoire. Ils souhaitent voir s'imposer au plan local, pour une large part, les valeurs de la solidarité, de l'entraide, du partage, de la coopération...

Une demande de civisme et d'éducation à l'environnement

Certes, les habitants et les usagers du territoire ne se montrent pas tous, au même degré, sensibilisés aux nouveaux enjeux et prêts à s'impliquer dans un changement global. Ainsi, face aux sujets environnementaux ou de développement durable, les chômeurs, les ouvriers et les plus de 60 ans sont les plus sceptiques, les jeunes sont divisés et les 30/45 ans conscients, mais pas trop prêts à consentir des efforts individuels².



© D.R.

Les habitants pointent pourtant massivement un besoin de sensibilisation/éducation de tous (habitants, bailleurs sociaux, agents...) à l'environnement : protection de la faune et de la flore, économies d'énergie et d'eau, tri sélectif (« *Le tri et la consommation responsables ? Il manque des actions d'éducation et de sensibilisation de la population*³ »), un besoin d'éducation au respect de l'espace public. Devant la saleté constatée de l'espace public, beaucoup dénoncent un manque d'éducation, de civisme, une indifférence massive au bien commun et à l'intérêt général. Visés : presque toujours les jeunes, souvent les étrangers ou les personnes issues de l'immigration, les commerçants aussi : « *Les commerçants ne respectent pas plus la voie publique que beaucoup d'habitants*⁴. » Cependant, la pédagogie employée ne doit pas être culpabilisatrice ni dogmatique sur les modes de vie des habitants. « *Si on vous écoute, on ne fait plus rien ! Le métro aussi pollue*⁵. »

Une demande d'information plus que de participation directe

Parmi les personnes interrogées⁶, le développement durable, la démarche Agenda 21 restent très mal connus : 45% ne savent pas ce qu'est le développement durable et 89% ignorent ce qu'est un Agenda 21. De plus, les chiffres montrent qu'il y a encore beaucoup à faire pour faire partager l'information et la prise de conscience environnementale, vaincre le climato-scepticisme. On recense sur le blog « Terre d'avenir » des signes d'intérêt et de curiosité positive : 159 004 pages ont été visitées entre septembre et décembre 2010. Mais la volonté d'implication reste inégale parmi la population.

D'un côté, 60% de la population interrogée se dit prête à s'investir dans l'Agenda 21, avec une nette préférence pour des projets collectifs concernant leur bien-être et leur espace de vie. Le blog fait apparaître un grand appétit de participation chez les internautes et chez les jeunes : de ce point de vue, à travers les 65 articles publiés et les 450 commentaires ajoutés, ils se sont rencontrés, confrontés et parfois affrontés, ont donné leur opinion et ont avancé leurs propres sujets de préoccupations, sur les tensions quotidiennes du voisinage par exemple. D'un autre côté, la population considère que les démarches de concertation dans les quartiers s'affaiblissent, voire qu'elles tombent un peu en désuétude parce qu'y participent souvent les mêmes personnes et qu'une partie de la population est totalement absente de ces espaces de dialogue. Les habitants souhaitent donc donner un nouveau souffle à ces instances délibératives : « *Nous souhaitons des réunions publiques conviviales, encourager l'échange*⁷. »

Environnement, consommation : les mentalités changent peu à peu

70,5% des enquêtés⁸ disent déjà agir pour l'environnement. Au plan de la consommation, les pratiques évoluent lentement : si 74,5% des personnes interrogées font leurs courses à l'hypermarché (« *Les habitudes d'achat ? C'est souvent le choix du plus proche, du plus accessible, du moins cher... et pas tellement de l'impact environnemental*⁹ »), 69,5% disent aller au marché. Mais 13,7% ont acheté des produits responsables, contre 16,5% qui déclarent ne l'avoir

pas fait, 30% les trouvant trop chers. Les usagers du territoire pensent qu'il faudrait changer d'attitude, adopter de nouveaux modes de vie... sans se décider à passer à l'acte. Sur le sujet, les cadres et actifs trentenaires ainsi que les femmes paraissent moteurs, les ouvriers et chômeurs semblent en difficulté pour passer à l'action, les artisans, commerçants et chefs d'entreprises réticents, les jeunes et plus de 60 ans moins investis.

Développement durable : des entreprises s'y sont mises

Les entreprises du territoire se mobilisent et sont invitées à évoluer plus radicalement. La concertation avec les acteurs économiques montre que des entreprises s'engagent déjà très concrètement en faveur du développement durable, et ce, de façon multiforme, même si certaines entreprises se trouvent en difficulté dans ce domaine : « *Les petites entreprises rencontrent des difficultés à investir le champ du développement durable : trop d'investissements à faire*¹⁰. »

Si l'on cherche à détailler ce qu'elles ont réellement mis en œuvre, force est de constater qu'elles ont pris des chemins assez différents :

- amélioration des performances environnementales globales : rénovation et construction durable de bâtiments, utilisation de voitures moins polluantes, récupération des eaux de pluie, réalisation d'un bilan carbone sur les sites de l'entreprise, recyclage du matériel informatique, etc. ;
- qualité environnementale des process et des produits : analyse du cycle de vie des produits, réflexion sur la performance énergétique, réutilisation des matériaux après démolition ;
- orientation du recrutement vers la main-d'œuvre locale : partenariat avec Plaine Commune pour l'embauche de jeunes des quartiers, partenariat avec des Établissements et services d'aide par le travail (Esat), lutte contre les discriminations ;
- réflexion sur la politique de recrutement de l'entreprise via la charte Entreprise-Territoire : seniors, parité, insertion, handicap ;

¹ Enquête « C'est où le bonheur ? » / ² Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ³ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ⁴ Atelier Agenda 21 Communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ⁵ Focus Group centre de loisirs, Saint-Denis.

⁶ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ⁷ Verbatim enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable », femme, 51 ans, Aubervilliers / ⁸ Enquête Anne Jégou « Capacité des populations à aller vers le développement durable » / ⁹ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ¹⁰ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010.



© J. Jaulin

→ réflexion pour améliorer le dialogue social en interne : implication des salariés à la réflexion durable de l'entreprise ;
→ implication dans la vie du territoire.

De leur côté, les salariés de La Plaine voudraient voir leur entreprise s'engager plus avant en faveur du développement social (65%) et de l'environnement (73%¹¹). « *Au sein des entreprises, l'éthique du travail est à redéfinir*¹². »

Mais les conditions ne sont pas toujours réunies pour faciliter le comportement responsable des entreprises. Au sein du groupe de travail sur l'économie alternative, les difficultés suivantes ont été énoncées :

- les contrats-cadres (imposant par exemple « *un prestataire unique pour les sites* ») sont contraignants pour les grands groupes qui souhaitent recourir à l'emploi local ;
- les organismes de conseil et d'accompagnement existant à Plaine Commune ne sont pas toujours bien formés pour accompagner des projets « hors cadre » ;
- il existe encore une certaine insécurité ressentie par les salariés, qui limite leur mobilité et leur fréquentation du territoire ;
- la mise en cohérence des besoins des entreprises et des parcours de formation est un processus long ;
- les certifications développement durable sont très lourdes pour les TPE ;
- les subventions publiques sont en recul.

Les chances encore incertaines de la consommation responsable

Nombreux sont ceux (habitants, salariés...) qui déplorent une place insuffisante accordée à l'agriculture urbaine, aux circuits courts alimentaires, aux Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP), au bio dans les productions comme dans les cantines scolaires : « *L'industrialisation de l'agriculture est un drame, pour le paysan et pour le consommateur*¹³ » ; « *il y a trop peu de zones urbaines cultivées et de jardinage de proximité*¹⁴ », « *l'offre proposée par les AMAP est aujourd'hui insuffisante* », « *il manque aussi une éducation à l'alimentation, au goût, au plaisir de la bonne nourriture*¹⁵ ». Côté ménages, le prix représente une difficulté d'accès à la qualité et au bio pour les plus modestes. Alors, « *comment adapter les comportements aux populations les plus vulnérables ? Il y a le risque que les personnes ayant le moins de moyens payent le plus*¹⁶ ». « *Un kebab ne coûte pas cher... même s'il faudrait sans doute prendre en compte les effets sur la santé, les émissions de gaz à effet de serre*¹⁷ »

La sobriété de la consommation vers laquelle doit évoluer une société pour être durable existe pourtant chez les ménages populaires comme une culture héritée d'habitudes d'auto-contrôle et d'auto-restrictions. « *La sobriété ce n'est pas l'austérité, mais c'est résister. Dans la culture populaire, on a aussi cette culture de la sobriété. La récupération des eaux de pluie pour arroser les jardins ouvriers, par exemple, est assez spontanée.* »

LES ATTENTES

UN FUTUR DIFFÉRENT, RECENTRÉ SUR L'INTÉRÊT LOCAL, L'UTILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Des acteurs du territoire prêts à adopter des comportements plus responsables

Sur le plan de l'éco-citoyenneté, les habitants interrogés se disent prêts à faire des efforts pour modifier leurs pratiques quotidiennes¹⁸ : moins consommer d'eau (93%) et récupérer l'eau de pluie (75%), chauffer moins (42%), utiliser les modes doux, donner de leur temps...

Pour encourager le partage de ces efforts dans l'ensemble de la population, il est nécessaire de « *prendre conscience du pouvoir des consommateurs*¹⁹ ». Les usagers du territoire souhaitent voir se développer l'offre de produits bio : « *Développer les marchés de produits bio*²⁰ », « *développer le bio dans toutes les*

*cantines, scolaires et professionnelles*²¹ ».

« IL FAUDRAIT RÉORIENTER L'ÉCONOMIE VERS DE NOUVEAUX MARCHÉS VERTS, CRÉER DES FILIÈRES DE RÉCUPÉRATION. »

Ils souhaitent une réflexion sur la « *sobriété*²² », encourager les économies d'eau : « *Économiser l'eau de nettoyage*

*des voies publiques*²³ », les énergies renouvelables et les économies d'énergie : « *Favoriser les politiques des "petits gestes" : éteindre la lumière, acheter des ampoules basse consommation*²⁴ ».

Les industriels doivent aussi participer à l'effort collectif et à l'éducation du consommateur. Un exemple récurrent concerne la « *suppression des*

*emballages : il faut travailler la question avec les commerçants, pour proposer des cabas en matériaux biodégradables*²⁵ ». Sur la question du bâtiment, les citoyens demandent que des efforts soient faits, tant en matière de réhabilitation que d'information auprès des individus pour les performances énergétiques : « *Travailler sur le bâti existant pour améliorer les performances énergétiques*²⁶ », « *informer les consommateurs sur les techniques nouvelles et renouvelables : certaines personnes voudraient faire des travaux mais ne savent pas comment faire*²⁷ ».

Un développement économique qui passe au vert

Au-delà de l'éco-responsabilité des entreprises dans leur gestion (consommation d'énergie et d'eau, transport des salariés ...), les citoyens demandent une réorientation de l'économie du territoire en faveur des activités « vertes ». « *Il faudrait réorienter l'économie vers les nouveaux marchés verts*²⁸ », « *orienter la production dans une direction plus écologique*²⁹ », « *créer des filières de récupération*³⁰ ».

Pour inciter les entreprises à s'orienter vers des activités plus responsables d'un point de vue écologique (ou social), des entrepreneurs engagés rappellent que les collectivités et autres organismes qui achètent des services peuvent « *favoriser la montée en compétence des prestataires locaux*³¹ » (TPE), par exemple en encourageant un prestataire local à évoluer pour fournir des plateaux-repas bio, avec peu d'emballage plastique.

¹¹ Enquête salariés / ¹² Atelier Agenda 21 communal, Epinay-sur-Seine, octobre 2010 / ¹³ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ¹⁴ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ¹⁵ Atelier Agenda 21 communal, Villetaneuse, novembre 2010 / ¹⁶ Atelier Agenda 21 communal, Villetaneuse, novembre 2010 / ¹⁷ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010.

¹⁸ Enquête Anne Jégou « *Capacité des populations à aller vers le développement durable* » / ¹⁹ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²⁰ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ²¹ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ²² Atelier Agenda 21 communal, Villetaneuse, novembre 2010 / ²³ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ²⁴ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ²⁵ Atelier Agenda 21 communal, Epinay-sur-Seine, octobre 2010 / ²⁶ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010. / ²⁷ Atelier Agenda 21 communal, Epinay-sur-Seine, octobre 2010 / ²⁸ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ²⁹ Forum 21 communautaire « *Prospective* », 1^{er} mars 2011 / ³⁰ *Ibid.* / ³¹ *Ibid.*

Une autre économie

De manière plus générale, c'est une autre économie fondée sur la valorisation des ressources humaines et naturelles locales, l'économie sociale et solidaire, les circuits courts de production et de consommation, la relance de l'agriculture périurbaine qui est réclamée.

On souhaite une économie qui s'investit dans des activités respectueuses de l'environnement, mais aussi une économie qui se relocalise afin de profiter à son territoire et aux habitants de ce territoire : une économie qui ne se pose pas seulement la question de la valeur monétaire de ce qu'elle produit, mais aussi celle de son utilité sociale et environnementale³².

À travers les constats des acteurs, c'est une « économie sociale et solidaire » qu'on appelle de ses vœux :

→ **Une économie ancrée sur le territoire** face à la logique de la mondialisation (« *Maintenant que nous sommes dans une logique de mondialisation, comment penser local³³ ?* ») et qui développe l'offre de proximité, notamment commerciale : « *Les initiatives doivent partir du local et se traduire par des actions de proximité³⁴.* » « *Il faudrait réinstaller un marché accessible en transports en commun et développer le commerce de proximité³⁵.* », « *aller vers plus de services de proximité³⁶.* ».

Cette réflexion sur l'économie locale ne se préoccupe pas seulement de la consommation locale mais aussi beaucoup de l'emploi local : « *Comment consommer et produire autrement en développant des emplois non délocalisables³⁷ ?* » Il faudrait « *encourager un développement responsable des entreprises, créateur d'emploi local³⁸.* ».

→ **Une économie fondée sur des liens resserrés entre entreprises et territoire.** En ce sens, les participants au groupe de travail « Entreprises et économie alternative » font de nombreuses propositions pour remédier à leurs difficultés et encourager le développement des pratiques durables. Par exemple, il faudrait « *inciter à la responsabilité territoriale des entreprises (RTE) comme il en existe pour l'emploi de personnes handicapées³⁹.* », « *un tableau de bord des données, un référentiel, un argumentaire, pour permettre aux entreprises de valoriser l'ancrage territorial dans la performance économique⁴⁰.* ». On envisage d'intégrer des critères supplémentaires de développement durable à

la charte Entreprise-Territoire déjà existante à Plaine Commune. En outre, la mise en réseau est une autre forme nécessaire du lien entre entreprises et territoires : « *La dynamique collective existante devrait déboucher sur une véritable mise en réseau des acteurs économiques* » ; et cette mise en réseau serait facilitée par « *un guichet unique qui puisse orienter les différents acteurs et fournir une boîte à outils locaux* ». La mise en réseau est aussi évoquée par les habitants.

→ **Une économie qui redonne aux habitants du pouvoir sur leur propre vie.** L'action économique responsable devrait davantage mobiliser les habitants, les bonnes volontés : « *Pourquoi ne pas donner aux habitants un budget pour mettre en œuvre leurs projets, des actions simples à leurs dimensions⁴¹ ?* ». Le recours aux associations et régies de quartier pour effectuer des prestations (entretien de la voirie, des espaces verts, des espaces communs par exemple) serait un bon moyen d'associer les populations locales à la vie économique du territoire : « *Aider les associations à se développer pour favoriser les bons comportements pour la nature, par exemple le tri des déchets⁴².* » Une autre des options proposées au cours du Forum Terre d'Avenir du 1^{er} mars est le développement des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production (SCOP) et des Sociétés Coopératives d'Intérêt Communautaire (SCIC).

→ **Une priorité accordée à l'agriculture urbaine, aux circuits courts alimentaires,** aux AMAP, au bio dans les productions comme dans les cantines scolaires : « *Il faudrait maintenir des zones d'agriculture urbaine pour équilibrer notre territoire⁴³.* », « *nous avons besoin de lieux vitrines cultivés en bio qui soient aussi des lieux d'éducation populaire⁴⁴.* ».

Les habitants veulent voir leurs collectivités montrer l'exemple

Pour l'impulsion initiale de la dynamique, l'adhésion de tous aux objectifs de développement durable, les enquêtés souhaitent voir les agents publics donner l'exemple : « *L'exemple doit venir de la mairie où l'on gaspille encore trop de papier et d'énergie⁴⁵.* »

Et s'agissant des agents des collectivités, on a entendu, lors d'un atelier, cet appel humoristique mais révélateur : « *Tous à vélo !⁴⁶* »

Le livre blanc de l'Agenda 21 est une publication de la communauté d'agglomération Plaine Commune. Il est composé de trois livrets : « Terre d'Avenir, l'Agenda 21 de Plaine Commune » - « La participation citoyenne au cœur de la démarche » - « Des enjeux communs pour réinventer le territoire » • ÉDITION Mai 2012 • PILOTAGE Délégation générale à l'Écologie urbaine de Plaine Commune • ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE (CONCERTATION-DIAGNOSTIC ET STRATÉGIE) 4D, Voix publiques et Frédéric Weill • MAQUETTE Acte Là ! • IMPRESSION PSD



Ce document est imprimé sur du papier certifié PEFC (Promouvoir la gestion durable de la forêt) avec des encres végétales et des vernis à l'eau.

³² Ibid. / ³³ Atelier Agenda 21 communal, Villeteuse, novembre 2010 / ³⁴ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ³⁵ Atelier Agenda 21 communal, Épinay-sur-Seine, octobre 2010 / ³⁶ Forum 21 communautaire « Prospective », 1^{er} mars 2011 / ³⁷ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010 / ³⁸ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ³⁹ Groupe économie alternative / ⁴⁰ Ibid. / ⁴¹ Atelier Agenda 21 communal, Saint-Denis, septembre 2010 / ⁴² Ibid. / ⁴³ Atelier Agenda 21 communal, La Courneuve, novembre 2010 / ⁴⁴ Ibid. / ⁴⁵ Atelier Agenda 21 communal, Aubervilliers, septembre 2010 / ⁴⁶ Atelier Agenda 21 communal, Stains, octobre 2010.



 **île de France**

Plaine
Commune
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

